

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

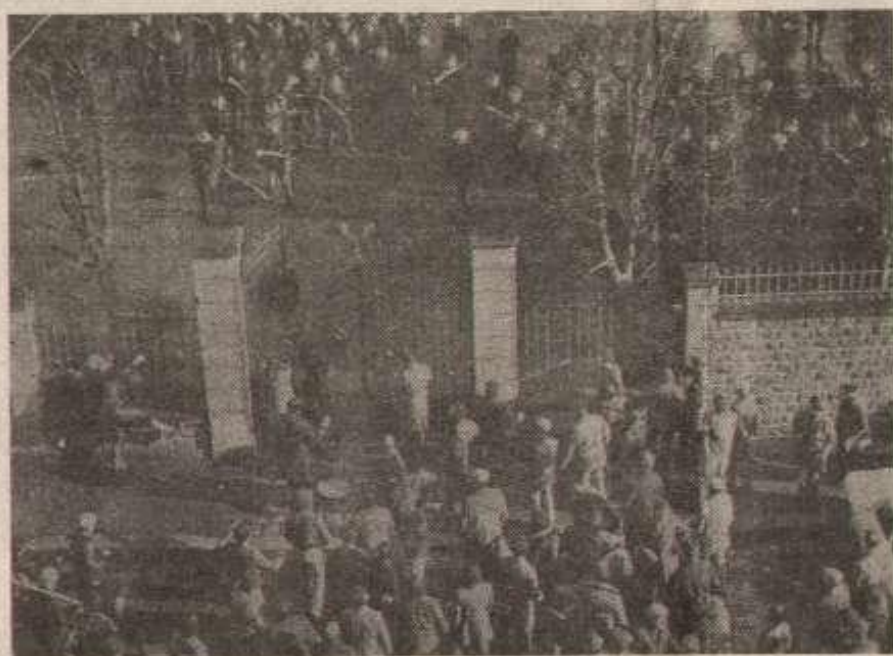
N°124

19 SEPTEMBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 La Source / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18

1,50 F

grandes manœuvres du PS
pour mettre la main sur la CFDT

NON AUX "ASSISES CONTRE LE SOCIALISME"



page 2

16 septembre :
manifestations
paysannes
pour le
relèvement
des prix
agricoles

page 5

notre
reporter
à la fête
de l'huma

AU
SOMMAIRE
DE CE
NUMERO

page 3
armée :
solidarité
avec les
manifestants
de
draguignan ▶



page 8
reportage
à kuneitra
et dans
les camps
palestiniens
au liban

non aux «assises contre le socialisme»



grandes manœuvres du PS en direction de la cfdt

La réorganisation des forces politiques en fonction des différents clivages et des nouveaux rapports de force apparus lors des élections présidentielles se poursuit. Dans la nouvelle majorité présidentielle, provisoirement l'équilibre interne est maintenu : l'UDR continue à appuyer les initiatives gouvernementales, à tolérer toutes les mesures de «changement», les leaders habitudes de l'UDR restent muets et si certains éléments tournent leurs yeux en direction de la «gauche» ils ne constituent pas encore un pôle très important. Cette situation n'est que provisoire, et la soi-disant reprise en main de l'UDR par Chirac ne doit pas tromper : dès que de réelles initiatives seront prises par Giscard en contradiction avec la «doctrine gaulliste», dès que les échéances électorales apparaîtront proches, les clivages inévitables renaîtront.

Du côté de la «gauche», chacun des trois partis qui la constituent essaient d'exploiter à son profit le résultat électoral de Mitterrand le 20 mai. Les «Radicaux de gauche» qui n'ont pas comme le PS ou comme le P.C.F. la prétention de recruter dans les masses populaires, qui ne se réclament pas même en paroles du socialisme, tentent d'apparaître comme la structure d'accueil des transfuges de la majorité présidentielle. C'est ainsi qu'ils ont noué des contacts avec des minorités du Parti Radical et du Centre Démocrate hostiles au ralliement à Giscard, c'est ainsi surtout qu'ils multiplient les appels en direction de ces gaullistes comme Charbonnel ou Jobert qui attendent l'occasion la plus favorable pour rompre avec Giscard. Le but des «Radicaux de Gauche» est d'éviter que se constitue une quatrième composante dans l'union de la gauche qui affaiblirait d'autant leur poids déjà assez faible dans l'alliance face au PS et au P.C.F.

Le P.C.F. pour sa part, mise pour son développement sur le nouveau congrès qu'il convoque pour la fin du mois d'octobre. Les leçons qu'il a tirées des élections, c'est qu'il apparaît encore trop comme un parti se réclamant du socialisme, c'est qu'il est encore trop marqué par son passé lointain où il était un parti révolutionnaire. Aussi le P.C.F. entend gommer au maximum de son programme toute référence au socialisme, de manière à attirer à lui les éléments bourgeois et réactionnaires de l'UDR, des patrons des Petites et Moyennes Entreprises... en les persuadant qu'il ne lutte que pour des changements limités et acceptables pour eux, et non pour des changements «ouvrant la voie au socialisme» comme le répétait le P.C.F. dans son programme depuis près de 30 ans. Les opérations «à cœur ouvert», la grande fête de l'humanité ont montré ce que signifiait ce gigantesque tapage sur le nouveau visage du P.C.F., sur «le parti pour la France d'aujourd'hui» comme dit Marchais : c'est un parti qui apparaît plus clairement encore comme un parti social démocrate ; la diffusion des œuvres de Soljenitsine, les distances prises avec l'URSS, le bannissement du mot socialisme, et de toute référence révolutionnaire... autant de gages apportés à la bourgeoisie et aux couches réactionnaires pour les convaincre qu'ils peuvent faire confiance au P.C.F. pour défendre et gérer leurs intérêts. Travailleurs du P.C.F. ou influencés par lui, qui aspirez réellement au socialisme, et qui prenez conscience aujourd'hui du chemin que suit Marchais, rejetez ce parti social démocrate, rejoignez les rangs des vrais communistes, rejoignez le Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste.

Le Parti socialiste parce que c'est son premier secrétaire qui représentait la gauche aux élections est le mieux placé pour tirer profit du résultat. En lançant dès le lendemain du scrutin un appel à la tenue d'«Assises du socialisme», prélude à un regroupement général des «socialistes», Mitterrand ne faisait que prolonger publiquement une opération entamée depuis longtemps. Le but poursuivi est double : faire disparaître, en l'absorbant tout ou partie, une organisation de l'échiquier politique de la gauche, le PSU ; s'assurer à bon compte une base ouvrière et gagner, par l'adhésion d'un nombre important de responsables CFDT, le contrôle sur ce syndicat.

Pour ce qui est du P.S.U., l'opération a été facilitée de bout en bout par la collaboration active de Rocard qui prépare de longue date le ralliement de son parti du PS : sa pseudo démission du poste de secrétaire national ne visait qu'à lui donner les coudees franches pour nouer des contacts et commencer à travailler avec le PS, pendant que Chapuis, son successeur au poste de secrétaire national, menait par touches successives la majorité de la direction à se poser aujourd'hui le problème de la dissolution du PSU dans le PS. La participation active de Rocard au «brain trust» présidentiel de Mitterrand, sa contribution à l'élaboration du programme économique de la gauche alors que dans le même temps les représentants du P.C.F. et des radicaux de gauche étaient évincés de ce «brain trust» donne une idée de la confiance dont jouit Rocard auprès de l'état-major du PS. Confiance justifiée puisqu'aujourd'hui Rocard et Chapuis jouent ouvertement dans leur parti la carte du ralliement.

Marc ANDRE

les pay sans manifestent, le 16 septembre, pour un meilleur prix de leurs produits

La chute des cours des produits agricoles à la production, ainsi que la hausse des produits industriels dont les paysans ont besoin pour travailler, n'ont pas seulement touché les agriculteurs français. Dans les autres pays européens, le même phénomène s'est produit créant la même colère. Cette colère s'est exprimée comme en France par de puissantes manifestations. En Hollande, en Ecosse, en Irlande, des manifestations ont eu lieu cet été. Au début du mois, 20 000 tracteurs ont fait irruption sur les routes et dans les principales villes de Belgique. Aussi, après le refus des 9 pays européens de relever les prix agricoles de 4%, comme le demandait la Commission de Bruxelles, et à la veille d'une nouvelle assemblée de ce Conseil le 17 septembre, 17 organisations syndicales agricoles des différents pays européens, dont la FNSEA, pour la France, ont décidé une journée de manifestations dans toute l'Europe le 16. Ces organisations réclament une hausse des prix agricoles de 8%. La plupart des organisations syndicales agricoles (MODEF, CNJA) ont décidé de s'y joindre également. Débatiste et les dirigeants de la FNSEA, en avançant cette proposition de manifestation, espèrent pouvoir endiguer la colère paysanne et reprendre en mains le mouvement paysan qui, sous différentes formes (vente sauvage, jonction avec les luttes ouvrières) a tendance à les déborder. Fidèles à leur tactique éprouvée de longue date, les dirigeants de la FNSEA vont essayer de détourner la colère des paysans dans le soutien à «leur» ministre qui doit négocier «pour eux» à Bruxelles. Débatiste a déjà prévenu que la journée du 16, devrait voir se dérouler des «parades de tracteurs» et les revendications qu'il a mises en avant visent exclusivement

Bruxelles et non le gouvernement français et les entreprises agro-alimentaires et de fournitures industrielles : hausse des prix d'orientation, maintien de la clause de sauvegarde, organisation des marchés... Mais, les paysans pauvres et moyens, après plus de 2 mois de luttes, d'une intensité inégale jusqu'alors, et devant la persistance et l'aggravation de leurs difficultés, ne se contenteront certainement pas de «parader». Déjà, dans de nombreuses régions, des fédérations, aussi bien du MODEF que de la FNSEA ont fait savoir que les 8% proposés par Débatiste n'étaient pas suffisants. Le MODEF avance 12%, mais les revenus des paysans ayant baissé de 20% en moyenne, on est encore loin du compte. En outre, ces augmentations des prix ne suffiront pas à elles seules à régler les problèmes.

Mais aujourd'hui, la question de l'augmentation des prix de leurs produits est devenue d'une extrême urgence pour les petits paysans ; la bourgeoisie spéculé sur la baisse des produits agricoles pour éviter de relever les salaires ouvriers, les revendications de relèvement des prix agricoles des paysans sont parfaitement justes, d'autant plus que les secteurs concernés (élevage, fruits et légumes) sont constitués en large majorité par des paysans pauvres et moyens.

RELEVEMENT DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES A LA BOURGEOISIE DE PAYER SA CRISE

le 15/9/74



le mythe de l'école gratuite

«Frein sur les prix», «baisse de 5% sur tous les articles scolaires...» Pour les familles de travailleurs, la première quinzaine de septembre, c'est la course dans les magasins : livres, cahiers, cartables... autant d'articles qu'il faut renouveler chaque année. «Je ne comprends pas, d'un côté on nous dit que l'école est gratuite, de l'autre on nous rabâche les oreilles avec ces soi-disant 5% sur les articles scolaires, faudrait savoir!» ironise cette ménagère, mère de trois enfants : «Patrick a grandi de 7 centimètres pendant les vacances, autant dire qu'il est à rhabiller de pied en cape, et pour l'entrée en CET c'est fou ce qu'il faut acheter, rien que les bleus ont augmenté de près du double : 45 F. l'an passé, 79 F. cette année, avec ça je vais en avoir pour 600 F. au moins».

Loin d'être gratuite, l'école occupe une place de choix dans le budget d'une famille de travailleurs. Pour la rentrée, les achats représentent 74% d'une famille ouvrière, réduite au SMIC et ayant 3 enfants, affirme une enquête officielle, mais il n'y a pas que la rentrée : la cantine, l'étude, les transports s'ajoutent tout au long de l'année dans le budget-école. Témoine cette femme d'un ouvrier de chez Citroën, mère de cinq enfants : «Rien que pour la rentrée je vais en avoir pour 1500 F. au moins, mais après il y a la cantine : le repas vient de

combien coute la rentrée ?

DEPENSES	ENTREE EN 6ème	ENTREE EN C.E.T.
- Cartable	50,00	52,00
- livres	61,00	132,00
- équipement sportif, blouse...	166,40	189,50
- fournitures	143,80	222,00
- divers : cotisations, photos, bibliothèque...	30,00	37,00
TOTAL (enquête réalisée par une Association familiale).	451,20	632,50

passer à 4,60 F., cela va faire 300F. par mois pour les 3 aînés. Pour les deux petits, entre la maternelle et la garderie, l'en ai pour 200 F. par mois, et puis, comme je travaille, les gosses restent à l'étude, cela fait 60 F. en plus, ajoutez le transport, 15 F. par semaine, et on arrive à près de 700 F. par mois».

Aussi pour faire face à ces dépenses, on économise longtemps à l'avance et, lorsque ces maigres économies ne suffisent pas, il faut se priver ou trouver d'autres moyens : «Je n'ai pas pu partir en vacances, nous expliquent cet élève de CET, mes parents ne peuvent plus payer mes études, alors j'ai travaillé tout l'été, 900 F. par mois, c'est du vol, mais il n'y a pas le choix...» «moi j'ai repeint l'appartement d'un voisin...»

En effet, parmi ces familles nombreuses, rares sont ceux qui sont partis en vacances. De plus chaque année le matériel exigé pour la rentrée augmente, il y a toujours plus de livres à acheter et bien entendu il est pratiquement impossible de les revendre à la fin de l'année vu que les programmes auront «changé», comme par hasard. Hasard qui fait le bonheur

Vendredi 7 septembre, de 17h à 19h, à eu lieu à Chalon sur Saône «une opération vérité» sur les prix agricoles à la production organisés par la FDSEA et le CDJA. Cette opération a attiré beaucoup de monde. Une équipe de militants de la Fédération de Saône et Loire du PCR (ml) est intervenue pendant la vente sauvage expliquant la nécessité de soutenir la juste lutte de la paysannerie pauvre et moyenne contre la société capitaliste, la nécessité de forger l'unité révolutionnaire de la petite paysannerie et de la classe ouvrière.

Cette intervention (stand de presse et vente de journaux) a rencontré un vif succès dans la population venue à la vente et parmi les paysans participants à cette opération. 55 «Front Rouge» ont été vendus, ainsi que des revues chinoises et le journal des CACF «Même Combat».

Des discussions se sont ouvertes sur les problèmes paysans, sur l'alliance ouvriers-paysans, et sur la perspective du socialisme en France.

Correspondant.

SOLIDARITE AVEC LES MANIFESTANTS DE DRAGUIGNAN

Mardi 10 septembre, 200 soldats du 19e R.A. de Draguignan, menacés de sanctions à la suite d'une distribution de tracts, qui rappelaient les principales revendications de l'appel des cent, décident de sortir en force de leur caserne et de manifester dans les rues de Draguignan pour faire connaître largement leurs revendications : A bas la répression - la soldat à 1000 F. - A bas le racisme - Parmi eux, une trentaine de soldats antillais, déportés pendant un an de leur pays pour être embrigadés au service de l'impérialisme français, crient qu'ils en ont assez d'être considérés comme des chiens, des boys de caserne, selon leur propre expression, par des officiers et sous-officiers racistes.

Inévitablement, ce sont toujours eux qui sont délégués au nettoyage des chiottes et du casernement, aux corvées de poubelles. Inévitablement, ce sont presque toujours eux les «têtes de turc» des sections, ceux sur qui s'abat le plus souvent la répression, ceux qui détiennent les records de séjour au «trou». Naturellement, s'ils sont souvent à la pointe du combat contre la répression et le racisme, les jeunes Antillais sont de moins en moins seuls à se révolter. En témoignage, avant même la manifestation de Draguignan, les multiples mouvements de mécontentement qui se développent depuis quelques temps déjà, dans presque toutes les casernes françaises.

Les jeunes du contingent en ont assez des perpétuelles brimades auxquelles ils sont soumis dès leur entrée dans la caserne, particulièrement pendant les mois de classes : crâne rasé, uniforme volontairement ridicule, exercices physiques jusqu'à épuisement parce que tel fusil n'est pas droit, parce que tel soldat a fait une remarque ou va moins vite que les autres. Ils en ont assez de devoir dire «merci, mon capitaine», quand celui-ci leur colle un mois de taule, ou leur supprime une permission, parce qu'ils n'ont pas salué correctement un officier, ou parce que leur ceinturon était de travers. Ils refusent la soumission servile aux grades, qui les conduit souvent à l'accident ou à la mort. Tous se rappellent encore les 8 morts de Chézy, il y a 6 mois, au cours d'un stage commando, morts parce que dans cette armée bourgeoise, la vie d'un soldat ne compte pas. Depuis la liste des assassinats s'est encore allongée, qu'il s'agisse d'un engin blindé ou d'un camion qui se renverse, d'une avalanche, ou d'une marche de nuit, ou du parcours du risque. Combien d'appelés pourraient témoigner qu'on les a obligés à conduire après des gardes de nuit, à prendre des risques qu'ils ne voulaient pas prendre ?

Ils en ont assez de s'entendre dire que l'armée est une école pour former des hommes responsables, alors qu'il s'agit en fait de former des moutons bien dociles à la discipline des patrons dans les usines. Ils en ont assez du bourrage de crâne anti-communiste, des appels répétés à la surveillance des propos subversifs de leurs camarades, et des incitations au mouchardage et à la délation.

Voilà pourquoi il n'est pas rare aujourd'hui que des sections entières refusent collectivement tel exercice physique injustifié ou dangereux, ou les incitations démagogiques des sous-officiers et officiers à manifester un esprit de corps fasciste en gueulant

plus fort que les autres, ou à s'associer aux brimades à l'égard des nouveaux incorporés.

Surtout ils refusent unanimement de rester des week-ends entiers bloqués dans leur caserne, sous prétexte d'alerte, de gardes ou de permanence, ou autres motifs pour les couper de leur famille, de leurs copains, de la vie civile. Ils réclament comme un droit, et non une faveur, des permissions tous les week-ends, et, pour rendre ce droit effectif, pour pouvoir, comme c'est le cas pour la majorité d'entre eux, aider leur famille, ou du moins ne pas être totalement à leur charge, ils exigent une soldat égale au SMIC et la gratuité des transports, revendications parfaitement justifiées quand on sait qu'il faut souvent 150 F. ou 200 F. à un soldat d'Allemagne pour rentrer chez lui en permission.

Enfin, ils revendiquent la liberté d'expression et d'information, la liberté de lire le journal de leur choix, et d'exprimer publiquement leur appartenance à un parti politique, ou simplement de parler politique, ce qui pour la hiérarchie militaire est synonyme de propagande subversive. Certains, particulièrement les révisionnistes du P.C.F. tentent de mettre à profit ces mouvements contre l'armée bourgeoise pour diffuser et tenter de renforcer les illusions pacifistes qui peuvent exister dans une partie de la jeunesse. L'Humanité est même allée jusqu'à prétendre que la révolte des soldats ne visait pas l'encadrement et les officiers mais seulement le gouvernement. On comprend l'attitude de ces gens-là qui pour faire croire au passage pacifique au socialisme, à l'union de la gauche cachent soigneusement aux masses les mille liens qui unissent les officiers supérieurs à la bourgeoisie et la fonction précise dévolue à l'armée bourgeoise : préparer la contre révolution armée, comme celle de Pinochet au Chili.

Il va de soi que la réforme proposée par Soufflet, devant la multiplication des mouvements de protestation des appelés ne saurait mettre un terme à la révolte du contingent. En témoignage assez la courageuse manifestation de Draguignan, et, 3 jours plus tard, les mouvements au quartier des chasseurs alpins, à Nice.

Que les modalités de cette réforme entrent plus rapidement ou plus généralement en vigueur, ne changeraient rien à l'affaire, car ce qui est en jeu dans tous ces mouvements, c'est plus qu'une réforme acceptable par la bourgeoisie. C'est le refus par cette même jeunesse qui hier manifestait contre la loi Debré, de l'embrigadement forcé dans l'armée bourgeoise, du rôle qu'on veut lui faire jouer en son sein, contre le peuple de France et les peuples opprimés, refus de préparer la contre révolution. Et c'est cela que la bourgeoisie ne peut accepter.

SOLIDARITE AVEC LES MANIFESTANTS DE DRAGUIGNAN !

LA SOLDE EGALE AU SMIC !

A BAS LA REPRESSION ET LE RACISME !

A BAS L'ARMEE BOURGEOISE !

EXIGEONS LA LEVEE DES SANCTIONS !

Frédéric MONTAGNET

le "changement" à la giscard

pseudo-réforme de la sécurité sociale ...

Giscard d'Estaing, pris entre la nécessité de matérialiser le changement qu'il a promis et celle de sortir la France de la crise au mieux des intérêts du Capital, vient d'édicter un certain nombre de mesures sociales que Durafour, sans craindre le ridicule, qualifie de «réforme de structure sociale fondamentale», empruntant au passage, le vocabulaire de la gauche...

QUELLES SONT CES MESURES, QUI CONCERNENT-ELLES ?

—Des mesures de simplification administrative des formulaires, une meilleure information des assurés sociaux... Autant de mesures qui seraient les bienvenues si elles ne laissaient quelque peu sceptique dans

la mesure où ces «réformes» sont promises depuis des années et que la situation empire...

D'autant que l'origine de la pagaille est dans l'insuffisance de personnel à la Sécurité Sociale, qui s'était mis en grève l'an passé.

—Quelques mesures sur la retraite anticipée des anciens combattants à 60 ans, afin de préparer un score pour les éventuelles législatives... Mais là encore des limites: ce sera progressif d'ici 1977, mais aucune précision sur le calendrier.

—Mais c'est surtout avec l'extension «progressive» de la Sécurité Sociale à tous les Français que le gouvernement compte duper les travailleurs. Cette subvention qui concerne un million de personnes sera versée à 200.000 d'entre elles d'ici le 1er juillet 1975:

jeunes à la recherche d'un premier emploi, femmes de soldats au service, conjoints d'assurés décédés... Dans une seconde étape, les 800.000 restantes seront couvertes d'ici 78: salariés dont la durée de travail est insuffisante, professions non-classées...

—Un autre projet de loi a été également approuvé visant à unifier les différents régimes de Sécurité Sociale en un seul et introduisant la notion de compensation entre les régimes (certains n'ayant pas assez de cotisants versent plus qu'ils ne touchent).

QUI VA PAYER

En effet à côté de toutes ces belles promesses, les appels de Durafour à «la nécessaire solidarité nationale» se font de plus en plus pressants. Quelles garanties les travailleurs ont-ils que ce ne sont pas eux qui vont payer?

Le coût de l'opération est bien évalué à 4 milliards de francs mais la bourgeoisie reste discrète sur le financement. Et l'augmentation de 14 à 17% des impôts sur l'alcool pour équilibrer le tout laisse sceptique lorsque l'on se souvient, par exemple, de l'expérience de la vignette-auto «versée aux vieux...» De plus la petite phrase de Durafour comme quoi les Français devraient participer à l'effort collectif en fonction de leurs capacités contributives indique clairement que ces premières mesures vont être payées sur le régime général, c'est à dire par les cotisations des travailleurs. De plus,

à la moindre augmentation des produits pharmaceutiques ou des honoraires médicaux, le gouvernement aura beau jeu de parler à nouveau du «déficit de la Sécurité Sociale» et par là de la nécessité soit de réduire le taux de remboursement (comme en 1967, avec les ordonnances faisant passer le taux de 80 à 60%), au grand profit des compagnies d'assurances qui s'empresseront d'assurer le complément..., soit en augmentant le taux des cotisations des travailleurs.

Non la classe ouvrière n'a rien à attendre du «changement» à la Giscard surtout en ce moment où le pouvoir d'achat des travailleurs, aussi maigre soit-il, est attaqué de toutes parts par la rapacité de la bourgeoisie: restrictions sur le fuel, refus total de donner satisfaction aux travailleurs en lutte.

Lorsque l'on sait que dans beaucoup d'HLM la température est presque toujours inférieure à 20° on voit quelles menaces sur la santé des travailleurs et de leurs enfants font peser les mesures de rationnement du fuel. Et c'est «Le Point», journal qui passe pour être bien informé des volontés de la bourgeoisie, qui écrit: «Limiter la consommation de fuel domestique, sans craindre d'appeler un chat un chat, et le rationnement un rationnement, c'est parier sur le sérieux des Français et conserver à long terme son crédit et sa chance à notre pays... si les Français jouent le jeu, ils peuvent éviter d'autres mesures

plus brutales encore»: cela en dit long sur les intentions du gouvernement...

Décidément ces soi-disant mesures sociales n'ont rien à voir avec les revendications essentielles de la classe ouvrière. Au moment où des dizaines de PME ferment leurs portes entraînant des milliers de chômeurs supplémentaires, la bourgeoisie refuse obstinément de satisfaire les revendications des travailleurs aussi justes soient-elles. A Lip où 160 travailleurs n'ont toujours pas été réembauchés, chez Titan-Coder où les travailleurs, par leur détermination, montrent qu'ils refusent de payer la crise, qu'ils refusent la «logique» capitaliste de la rentabilité et qu'ils sont prêts à aller jusqu'au bout pour défendre leur emploi. Face à cette lutte résolue, la bourgeoisie cherche à se montrer inflexible d'un côté, le risque que des luttes victorieuses servent d'exemple à toute la classe ouvrière est trop grand..., de l'autre, dans le cas de Titan-Coder, en particulier, elle veut en même temps se montrer «neutre» en laissant le soin à des entreprises de se porter volontaires pour «sauver» l'entreprise, oubliant que Renault (principale entreprise pressentie) est... nationalisée.

Voilà bien le «changement», opposé aux vrais problèmes qui frappent les travailleurs, constatons la distance entre ces pseudo-réformes et les justes revendications de la classe ouvrière. A la fermeté de la bourgeoisie, opposons nos véritables revendications.

...et mesures anti-ouvrières bien réelles

Dans son discours du mois d'août, Giscard traçait les deux lignes maîtresses de la politique économique de la bourgeoisie. Développant ces thèmes, Fourcade, ministre de l'économie et des finances, lançait le 2 septembre son dispositif anti-inflation. Différentes mesures ont été prises à l'égard de ceux que le ministre appelle «les agents économiques» (aussi bien les travailleurs que les capitalistes, aussi bien les commerçants que les paysans).

— Pour les consommateurs, c'est à dire en premier lieu les travailleurs, le ministre estime qu'ils sont une des causes de l'inflation, bénéficiant selon lui d'un surplus de pouvoir d'achat (né de la très forte hausse des salaires). C'est donc à ce surplus qu'il veut s'attaquer.

— Pour les commerçants, c'est l'opération baisse de 5% sur les prix, mais dont on a vu qu'elle n'empêche pas les prix de monter (F.R. N° 123).

— Pour les industriels, le gouvernement envisage la mise en application d'une taxe conjoncturelle, taxe devant officiellement permettre de contrôler les prix industriels. Il s'agit en fait de taxer les industriels sur leurs bénéfices si ceux-ci proviennent

d'une augmentation délibérée de leurs prix, mais non si ceux-ci proviennent d'un accroissement de la production. Si un industriel augmente les salaires de ses ouvriers, et ses prix en conséquence, sans augmenter la production, il paiera la taxe, mais si il augmente la production sans augmenter ses ouvriers, il ne la paiera pas. C'est en fait un encouragement à la stagnation des salaires, à l'accroissement de la productivité et à l'intensification du travail.

— La mesure la plus importante selon Chirac, sera la restriction du crédit. Déjà de nombreuses petites entreprises sont touchées, se trouvant dans l'impossibilité d'emprunter. Cette restriction ne concerne évidemment pas les entreprises exportatrices pour lesquelles 4 milliards de crédits ont été débloqués. Qu'il s'agisse d'éponger le «surplus de pouvoir d'achat» donc de réduire la consommation intérieure en pratiquant une politique de blocage des salaires, qu'il s'agisse par la taxe conjoncturelle de faire également pression sur les salaires et d'encourager la productivité, qu'il s'agisse par les restrictions de crédits de couler un bon nombre de petites entreprises, favorisant ainsi la restructuration de certains secteurs industriels ne pouvant produire à des taux concurrentiels, ou

comment les capitalistes

organisent les hausses ...

A la suite de la déclaration de Cayre, président de la Confédération générale des betteraviers, prévoyant une pénurie de sucre pour la fin de l'automne et l'année prochaine, un affolement général s'est produit, et aujourd'hui on ne se procure du sucre que difficilement dans les magasins. Une hausse du prix du sucre vient d'être enregistrée par le syndicat de l'épicerie, avec la bénédiction de Fourcade.

Quelle est la situation réelle? Certes, le marché mondial, comme le marché européen est déficitaire en sucre. Cela tient à la politique des trusts du sucre qui longtemps ont préféré le sucre de canne, acheté à vil prix aux peuples des colonies et néo-colonies, au sucre de betteraves. Ainsi les betteraviers des pays occidentaux se voyaient fixer des quotas de production à ne pas dépasser. Mais le prix du sucre sur le marché mondial a été relevé à juste titre et les producteurs de canne n'arrivent plus à eux seuls à suffire à la demande mondiale, d'où le risque réel de pénurie sur le marché mondial.

Le marché français reste cependant auto-suffisant (3 millions de tonnes de production et 2 millions de tonnes de consommation). Les propos tenus par Cayre visaient donc à la manière des trusts pétroliers au début de l'année, à créer un climat de crainte de la pénurie, pour mieux justifier une hausse du sucre. Cette hausse servira à la fois les gros producteurs de betteraves, dont l'association des coopératives a publié, lors de son assemblée générale, une motion allant dans le sens de ce que dit Cayre, et, à la fois les trusts du sucre, comme Beghin-Say, qui n'attendaient que ça, s'ils ne sont pas à l'origine de cette affaire...

qu'il s'agisse de subventionner les entreprises exportatrices, ces mesures ont un fond commun: la bourgeoisie française, afin de redresser l'économie capitaliste, doit redresser la balance commerciale et pour cela accroître les exportations. Les mesures du plan anti-inflation convergent vers ce but. Pour les travailleurs, ces mesures apportent un «changement» bien connu. Pour réduire la consommation intérieure les salaires vont être bloqués. L'accroissement de la productivité se traduira par des augmentations de cadence, donc de la fatigue et des accidents de travail. La restructuration capitaliste de certains secteurs industriels amènera son lot de fermetures d'usines et de pertes d'emplois. Il est clair que le plan anti-inflation du gouvernement sera payé par les travailleurs. Cependant,

les mesures gouvernementales produisent un certain mécontentement chez les cadres, les petits épargnants et les patrons de PME. S'emparant de cela, le «Parisien Libéré» orchestre toute une campagne visant à présenter ces couches comme les principales victimes de Giscard, et à faire passer dans les faits les travailleurs comme épargnés par le plan anti-inflation.

Le P.C.F., lui, prétend que le gouvernement laisse l'inflation se développer sans la combattre et que la bourgeoisie en profite. Mais s'il est vrai que l'inflation permet à l'Etat de faire rentrer dans ses caisses, par la TVA par exemple, de substantielles recettes, il n'en reste pas moins que la bourgeoisie n'a pas intérêt à voir l'inflation se développer inconsidérément. Au contraire, l'impérialisme français tente

de maintenir le rythme de progression des prix à un niveau inférieur aux niveaux mondial et européen, faute de quoi, d'une part il aurait du mal à conquérir des marchés extérieurs et d'autre part il n'offrirait que peut de résistance à la pénétration des produits des autres pays capitalistes. Il s'en suivrait un accroissement du déficit de la balance commerciale, déficit que justement la bourgeoisie cherche à combler par sa politique actuelle en freinant la consommation intérieure et en restructurant l'économie par l'encadrement du crédit. La bourgeoisie tente de combattre l'inflation, mais en en faisant payer le prix aux travailleurs. La théorie des révisionnistes, selon laquelle l'inflation est une politique délibérée de la bourgeoisie vise à faire croire qu'une autre politique serait possible pour l'impérialisme français... celle qu'ils se proposent de faire avec le programme commun. Les travailleurs refusent d'entrer dans ces calculs. Plus que jamais, il leur faut avancer leurs revendications réelles et lutter pour les faire aboutir.

A la bourgeoisie de payer sa crise!

comment tourner le blocage des prix...

Le P.C.F. propose dans ses mesures pour limiter l'inflation de bloquer les prix des produits de première nécessité. Mais un bon exemple des 1000 moyens qui existent pour tourner un tel blocage en système capitaliste nous est donné par «l'Humanité» elle-même. Ce journal note que si le prix de la baguette de pain est resté à 80 cts, son poids dans certains cas est passé de 250 à 200 gr. Ainsi, malgré le blocage, la hausse s'effectue quand même.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal

1 an

60 F

3 mois

15 F

pli fermé

1 an

120 F

pour l'étranger: écrire au journal qui fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom

Prénom

Adresse

Profession

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

la préparation du 21ème congrès du P.C.F. : des alliances significatives

Le projet de résolution du XXII^e Congrès extraordinaire du P.C.F., ainsi que l'intervention de Marchais au Comité Central, publiés dans l'Humanité du 11/9/74 n'apportent rien de bien nouveau au tournant pris par le P.C.F. au lendemain des élections.

Ce tournant pris par le P.C.F. se caractérise par l'abandon de tout lien, même formel, rattachant ce parti au socialisme et par la perspective de «large union du peuple de France» qu'il propose aujourd'hui.

Renoncement au socialisme, bien sûr, ce n'est pas nouveau. Voilà longtemps que ce parti a perdu toute volonté de faire la révolution et d'édifier le socialisme : mais jusqu'alors il prenait soin de rattacher l'étape intermédiaire, qu'il fixe comme but de sa politique électorale, à la perspective du socialisme. C'était la «démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme», le «programme commun permettant d'aller au socialisme». Aujourd'hui «l'union du peuple de France» n'est même plus, de l'aveu même de Marchais, un moyen sûr d'aller au socialisme. Pour ne pas paraître renier totalement le

socialisme, à la fin du texte du projet, dix lignes sont consacrées à cette question. La seule image qu'il en sorte c'est que le socialisme sera une «société qui assurera la libération de l'homme de toutes les injustices et de toutes les oppressions, le bien-être matériel, l'accès à la culture et à la liberté pour chacun, la fraternité entre les Français». On le voit, une image humaniste, floue, ne soufflant mot, ni de la socialisation des moyens de production, ni de la question du pouvoir.

Par son nouveau mot d'ordre d'union du peuple de France, le P.C.F. cherche à agglutiner de nouvelles forces autour de la gauche : «la gauche est devenue le point d'appui solide d'un rassemblement qui peut devenir largement majoritaire» dit Marchais. Les alliés privilégiés sont bien sûr les gaullistes, dont le rapprochement est considéré par le projet comme «une des questions déterminantes de la réalisation de l'union du peuple de France». Mais on ne s'en tient pas exclusivement à eux, tous les «démocrates» attachés à «l'indépendance et la grandeur de la nation» pourront y participer. En ce qui concerne la composition sociale de

cette union, le P.C.F. est là aussi très large. Le projet fait appel aux ingénieurs et cadres «qui n'avaient pas encore fait ce choix» de même qu'aux patrons des Petites et Moyennes Entreprises dont il est dit qu'ils «peuvent mesurer combien, loin d'être opposés à l'amélioration des conditions de leurs salariés, leurs intérêts leur commandent d'agir avec l'ensemble des forces populaires pour les changements démocratiques».

Il ne s'agit pas pour nous de nier toute union, de nier toute alliance. Pour parvenir à son émancipation la classe ouvrière a besoin de tisser des alliances avec d'autres couches de la population. Mais de quelle union est-il question ici ? Qui l'union du peuple de France sert-elle ? Dans toute alliance, il y a un lien étroit entre sa composition, les motivations de ceux qui la composent, et le but qu'elle poursuit. Prenons deux exemples :

Le P.C.F. fait largement appel aux gaullistes, même à ceux, comme Charbonnel, que l'Humanité accusait à juste titre, quand il était ministre, de faire la chasse aux syndicalistes, et qu'aujourd'hui on embaume de louanges. Sur quelle base se fait ce

rapprochement avec Charbonnel ? Sur la base du désaccord de celui-ci avec la politique de Giscard d'Estaing. Mais Charbonnel aurait-il renié son passé anti-communiste ? Pas du tout, le fond de sa politique anti-ouvrière reste le même.

L'union du peuple de France ouvre ainsi sa porte à tous les serviteurs zélés de la bourgeoisie, passés et à venir, qui comme Charbonnel, voient dans ce projet se dessiner des possibilités de reclassement si le vent tournait...

Autre exemple : sous prétexte que les P.M.E. sont sous dépendance des monopoles, situation qui leur crée des difficultés aujourd'hui, surtout à cause des restrictions de crédit, le P.C.F. part au secours de leurs patrons. Mais ce qu'il oublie de dire, c'est que les difficultés des P.M.E. ne retombent pas en premier lieu sur les patrons, mais sur les ouvriers qui subissent dans bien des cas une exploitation éhontée, à qui leurs patrons imposent, pour résoudre leurs difficultés, des horaires de 10 à 12 heures et à qui on refuse le droit de se syndiquer. Quand une petite entreprise doit fermer, victime des restructurations capitalistes, si le patron, du fait de ses relations n'a pas de mal à retrouver du travail, il n'en

est pas de même pour ses ouvriers. Ce que le P.C.F. voulait cacher, c'est qu'il y a entre les patrons des P.M.E. et leurs employés des intérêts de classe divergents.

Les alliances que le P.C.F. passe aujourd'hui au nom de l'union du peuple de France éclairent nettement la politique qu'il entend mener, une politique bourgeoise, totalement opposée aux intérêts des travailleurs. Aujourd'hui, au contraire, alors que se développent de puissantes manifestations paysannes, alors que ne manqueront pas de se dérouler des luttes ouvrières contre la vie chère et le chômage, alors que la crise de l'impérialisme français sévit sous tous ses aspects (politique, économique, idéologique), c'est de toutes autres alliances qu'il s'agit de forger. Ces alliances, la classe ouvrière entend les nouer avec les paysans pauvres et moyens, les employés, les intellectuels et d'autres personnes du peuple sur la base d'un programme pour la révolution, seule voie qui puisse en finir avec la société capitaliste et permettre d'instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans et d'édifier le socialisme.

Albert CHATILLON

la foire de la courneuve : le p.c.f. fait ses preuves dans le business



Le guide officiel de la fête : «ici on racle, ici on adhère»

SPECTACLE BOURGEOIS...

Depuis plusieurs années le P.C.F. entend faire de la «fête de l'Humanité» une démonstration de ses capacités d'organisation, et de futur parti gouvernemental. Après l'édition 74 du rassemblement de la Courneuve, où sont passées environ un million de personnes, les révisionnistes pavoisent. «Triomphe sans précédent!» s'exclame René Andrieu qui cite «Le Monde» dont plus d'une page est consacrée à l'événement : «la seule véritable grande manifestation populaire de ce genre en France». De là à dire que tous ceux qui sont passés à la foire révisionniste des 7 et 8 septembre sont des adeptes du «programme commun», il n'y a qu'un pas qu'Andrieu franchit allègrement : «Les centaines de milliers de participants étaient réunis dans une volonté unanime : réaliser l'union du peuple de France pour le changement démocratique». Or ce qui frappe, dans la kermesse de la Courneuve, c'est

outre son caractère hétéroclite, son apolitisme profond.

Les centaines de milliers de personnes présentes n'étaient venues que dans une faible mesure pour le programme politique, mais surtout pour se distraire. Le programme était conçu pour attirer toutes les catégories sociales et pour tous les goûts : vedettes de music-hall, cirque, exposition de peinture, gymnastes, palais de la moto, cité du livre, catch, etc... Que certains soient venus pour autre chose, c'est indéniable, en dehors des révisionnistes convaincus, il y avait des gens intéressés par les perspectives de changement promises par le P.C.F. Mais ceux-là risquent fort d'être déçus, car en dehors de quelques forums et du discours de Fajon, la politique était absente, ce qui dominait, c'est l'aspect commercial. «L'organisation de la fête de l'Humanité défie toutes les règles ordinaires de la rentabilité», lit-on sous

la plume de René Andrieu, dans «l'Humanité» du 9 septembre.

Peut-on même parler de fête à propos de ce programme de spectacles destiné à faire venir le maximum de monde ? Aucune participation autre que financière n'est demandée au public, c'est la conception bourgeoise de la fête qui prime : le spectacle. Et ce spectacle, raté pour la plupart, qui ne pouvant s'approcher du podium, restèrent sur leur faim, est tout le contraire d'une fête populaire qui à travers les représentations artistiques doit provoquer échanges et discussions et réflexions tout en communiquant l'enthousiasme pour la révolution.

Entre stands de fédérations départementales ou de villes, l'émulation n'était que commerciale. L'intense activité des militants révisionnistes ne visait qu'à vendre le maximum de frites ou de saucisses, de boissons en tous genres et de billets de tombolas. Chacun vante sa spécialité régionale aux passants. De nombreuses affiches annoncent : «ici on discute, ici on adhère», en fait «ici on mange, ici on boit», et rares sont les stands où se tiennent des discussions. La fédération du Calvados par exemple dans son stand affublé d'une enseigne : «L'auberge du Calvados» s'affaire à vendre son cidre, mais elle ne présente aucune affiche sur les luttes des travailleurs de la SAVIEM ou sur la fermeture de l'entreprise Mercier qui met au chômage 235 ouvriers. Quelques rares stands présentent dans un coin de rares panneaux autour desquels hormis quelques exceptions ne se tient aucune discussion. Leur contenu est révélateur : au stand de Montrouge une affiche vante les mérites d'une cellule «dynamique» : «toutes les couches sociales y sont représentées, chef du personnel, ingénieur, cadre, sociologue, employé, ouvrier ; elle est «au cœur des luttes», c'est à dire pétitions en tous genres, interventions auprès des élus locaux... Au Stand de la Fédération du 13^e arrondissement où «l'arbre du fruit défendu» concrétise la progression du nombre d'adhésions : chaque nouvel adhérent y accroche son bulletin d'adhésion, un cadre anime les discussions. Membre du bureau national de la fédération nationale CGT de la publicité, il explique qu'en tant que cadre, membre du P.C.F., il a un rôle à jouer pour amener les travailleurs sous sa responsabilité, au P.C.F.

... ET PROPAGANDE REVISIONNISTE
Pour doter sa kermesse d'une façade

politique et d'un vernis démocratique, le P.C.F. a organisé sous le chapiteau du Comité Central, une série de débats sur quelques problèmes brûlants de l'heure : luttes paysannes, luttes de femmes, syndicats... Des micros sont à la disposition de quiconque veut poser une question, des caméras de télévision retransmettent sur un grand écran le débat. Mais la «démocratie politique» s'arrête à ces effets techniques. Les réponses des membres du C.C. sont parfaitement creuses : référence au programme commun, seule perspective : «l'union du peuple de France pour un changement démocratique», la perspective du socialisme n'est même pas évoquée. L'union proposée c'est celle qui va du petit patron à l'ouvrier, du P.C.F. au parti gaulliste, la voie du changement c'est les élections. Un des participants demande comment le gouvernement d'union de la gauche parviendra à contraindre les gros paysans à livrer leurs produits. Plissonnier lui répond qu'il n'est pas question de contraindre, mais de convaincre l'ensemble des paysans à rejoindre les rangs de la gauche, et de «réduire» les profits des trusts. L'oppression spécifique des femmes, comme tout le reste, est expliquée de façon simpliste par la «domination des grands monopoles», non par la domination de la bourgeoisie et de son idéologie. Pour libérer les femmes, il suffira que la gauche l'emporte aux élections.

L'exposition internationale révisionniste avec au premier plan l'URSS, s'emploie à diffuser sa propagande contre révolutionnaire et anti-chinoise. Au stand de la Hongrie, un révisionniste français vante les réalisations du «socialisme» en matière de logement : des pavillons individuels en accession à la propriété. La Yougoslavie, pionnier du révisionnisme, participe également au concert : un membre du parti révisionniste de Tito explique en réponse à une question sur les motifs de l'immigration des travailleurs yougoslaves qu'il s'agit de «déclassés poussés par l'appât du gain». Au stand du parti révisionniste indien, on défend la position du gouvernement réactionnaire d'Indira Gandhi dans sa politique annexionniste anti-chinoise. Les stands des pays indochinois tranchent avec l'aspect commercial et contre révolutionnaire des autres délégations. Les camarades du F.U.N.K. popularisent la lutte «sans compromis» du peuple cambodgien contre l'impérialisme US. Danses folkloriques, réalisations artisanales des zones libérées, photos et affiches, illustrent les différents aspects de la

lutte populaire. Quel contraste avec l'exotisme de pacotille des partis révisionnistes des colonies françaises qui quémandent l'autonomie !

SOLJENITSINE A LA RESCOUSSE DE MARCHAIS

Pour séduire les intellectuels bourgeois, le P.C.F. n'a pas ménagé sa peine : la «Cité du Livre» abrite une grande partie des éditeurs bourgeois et une centaine d'écrivains y dédicacent leurs œuvres. Toutes les nuances de l'idéologie bourgeoise s'y retrouvent du révisionnisme au mysticisme le plus réactionnaire, de Marchais à Soljenitsine dont toutes les œuvres sont proposées, y compris «L'archipel du Goulag» à la gloire des fascistes russes. Il y a deux ans le livre de M.A. Macciocchi : «De la Chine» qui avait le tort de parler de la Chine rouge sans la calomnier, avait été interdit à la Courneuve, ce qui montre bien la nature de la démocratie des révisionnistes : démocratie pour la bourgeoisie, répression contre les révolutionnaires.

A la cité commerciale, les révisionnistes font preuve de leur sens des affaires, de leur compréhension pour les capitalistes et de leur capacité à bien gérer les affaires de la bourgeoisie. Démonstration éloquentes que leurs attaques contre les «grands monopoles» ne sont que verbales. Citroën, si décrié dans les colonnes de «l'Humanité», expose en toute quiétude sa C.X. et enregistre les commandes, tout comme Renault, VW, etc... Le soutien en paroles aux luttes paysannes n'empêche pas la présence des firmes qui pressurent les paysans : Les vins Nicolas, le trust laitier Bridel, le Crédit Agricole, entre autres. Combien ont-ils versé dans les caisses du P.C.F. pour installer leurs stands ? Les tarifs ne sont pas affichés. Toute honte bue le P.C.F. fait publiquement appel à l'argent des capitalistes qu'il prétend combattre. L'A.C.P., l'agence qui gère la publicité de la presse révisionniste fait la distinction entre bons et mauvais trusts : ceux qui lui fournissent de la publicité et ceux qui refusent ; et vante aux firmes capitalistes les mérites de «l'Humanité» comme tribune publicitaire car dans «l'Humanité» vous bénéficiez du climat de confiance qui existe entre le journal et ses lecteurs. Autrement dit «grâce à nous, vous ferez de meilleures affaires», voilà qui éclaire sous son vrai jour le «changement démocratique» des partis de «gauche» et en dit plus long que tous les discours de Marchais.

Serge LIVET.

les travailleurs de palente exigent le réemploi de tous les lip

Aujourd'hui, plus de 550 travailleurs ont retrouvé leur emploi à l'usine de Palente, 38 travailleurs doivent rentrer d'ici le 15 octobre, 75 doivent rentrer au département «boftiers» entre le 1er novembre et le 31 décembre. Il reste 160 travailleurs «non encore affectés» ; 3 sont partis travailler ailleurs, 41 postes sont prévus d'ici la fin de l'année, 18 travailleurs sont soldats ou en longue maladie, 98 travailleurs «posent problèmes» (sic!).

Tous les travailleurs non réembauchés aujourd'hui (soit environ 290) continuent à être en stage de formation.

Quel est le rapport de force ?

● D'un côté il y a Neuschwander :

Au salon, à Paris, le stand Lip a été des plus animés. De nombreux horlogers bijoutiers viennent dire à Neuschwander que leurs vitrines sont prêtes à accueillir la nouvelle collection. A la télé, à la radio, les premiers flashs publicitaires ont fait leur apparition.

Pour les capitalistes, Lip vit, Lip est rentable.

Neuschwander essaie de profiter du redémarrage de l'usine pour tromper les travailleurs : «Je fais tout mon possible», «aidez-moi», «ne déclenchez pas de mouvements qui pourraient gêner notre développement et votre emploi». D'un côté il joue les bons patrons, de l'autre côté, il essaie de licencier les travailleurs non encore affectés. Il croit que nous sommes divisés et que nous ne lutterons plus, il croit que nous sommes isolés. Tous unis, nous ferons respecter les accords de Dôle.

● De l'autre côté, il y a les travailleurs :

Depuis avril 73, nous nous battons pour que tous nous soyons réembauchés. Depuis 18 mois, nous avons su, en jetant les bases du syndicalisme révolutionnaire, rejeter les idées de collaboration de classe de la direction et de la section CGT Lip qui acceptèrent les licenciements du plan Giraud, de la direction de la CFDT qui, se méfiant des initiatives révolutionnaires des masses, voulait faire aboutir les négociations à n'importe quel prix.

Aujourd'hui, la lutte à pris un tour nouveau mais notre mot d'ordre reste le même : «Pas un seul licenciement», «Un emploi pour tous à Palente».

Les travailleurs de Palente imposeront le réemploi de tous.

Avant les accords de Dôle (janvier 74), l'usine ne fonctionnait plus. Nous avons créé un rapport de force pour obliger les patrons et le gouvernement à trouver une solution. Une première victoire a été arrachée avec les accords de Dôle. Depuis, nous luttons pour leur application.

Une première phase a été la mise en place des cours : nous avons dû veiller à ce qu'ils soient axés sur notre réemploi dans l'usine, à ce qu'ils ne soient pas un facteur de division entre nous.

Une deuxième phase a commencé avec le redémarrage de l'usine : Un nouveau

lyon : 10ème mois de lutte au foyer des jeunes travailleurs du 8ème



Les grévistes du foyer manifestent dans le quartier populaire du 8ème arrondissement

Au mois de décembre 1973, l'organisme gérant (le F.L.A.P.) du Foyer de Jeunes Travailleurs du quartier des Etats-Unis a augmenté les loyers de 20% (en tout 40% pour 1973). En riposte à cette hausse, les jeunes travailleurs décident de faire la grève de l'augmentation de 20% et s'organisent en Comité de Résidents. A la volonté des pouvoirs publics et du F.L.A.P. de briser leur lutte par tous les moyens, les jeunes travailleurs opposent leur mobilisation et la popularisation de leur lutte auprès des travailleurs du quartier et des autres foyers. (voir F.R. du 11/4/74).

En juin, pour faire face aux menaces de poursuites au tribunal des référés, qui peuvent entraîner l'expulsion des jeunes travailleurs du foyer, un Comité de soutien se crée, regroupant des habitants du quartier et des militants progressistes. Distribution de tracts, 3000 signatures de pétition collectées, manifestation, font encore plus largement connaître la lutte auprès des travailleurs de la ville, ce qui explique la décision du tribunal le 12 juillet, qui rejette la demande du F.L.A.P. : Pas d'expulsion, pas de paiement du rappel pour les jeunes travailleurs.

Mais ceux-ci, s'ils savent bien qu'il s'agit d'une réelle victoire contre les pouvoirs publics, sont conscients que l'Etat et sa justice ne vont pas en rester là. Pour la bourgeoisie, il s'agit de briser par d'autres moyens cette lutte pour décourager d'autres jeunes travailleurs de se battre.

Aussi, le Comité de Résidents, décide de rester mobilisé pendant les vacances d'août : des permanences sont assurées. La menace qui planait se concrétise. Cette fois-ci, ce sont les H.L.M. propriétaires des locaux qui attaquent : le 8 août, assignation du F.L.A.P. devant le tribunal pour lui enlever la gérance du foyer... dont il s'était démis de lui-même en juillet. Ce tour de passe-passe n'a qu'un but : obtenir l'expulsion des jeunes travailleurs. «La force publique sera employée si nécessaire» déclare l'office des H.L.M. lors du procès.

Mais on n'expulse pas sans bruit 40 jeunes travailleurs, ceux qui restaient en août. Si bien que, pour les pouvoirs publics,

la solution, c'est tout en laissant planer la menace d'expulsion, de laisser pourrir la lutte, comptant sur le départ imposé de jeunes travailleurs dont le loyer est payé par l'employeur (comme ceux de la S.N.C.F.), sur le renouvellement qui a toujours lieu à cette période et sur la peur de certains jeunes devant les menaces. Un dernier coup est porté par l'ancien organisme gérant, le F.L.A.P. : un procès contre les jeunes travailleurs pour procéder à des saisies-arrêt sur leur paie. Son objectif est double : faire payer les jeunes travailleurs et compter sur l'effet de panique que cela peut provoquer chez les résidents, pour vider définitivement le foyer.

Toutes ces attaques des H.L.M. et de l'ancien gérant n'ont pour effet que de renforcer la détermination des jeunes grévistes. Au cours d'une conférence de presse, ils réaffirment leurs revendications :

- pas d'expulsion
- pas de paiement du rappel
- pas de fermeture du foyer.

Avec le Comité de Soutien, le Comité de Défense organise une journée «portes ouvertes» pour informer encore mieux les travailleurs du quartier sur la lutte et l'attitude des pouvoirs publics. De nombreux travailleurs sont venus discuter avec les grévistes.

Mardi 10 septembre, une délégation formée de militants du Comité de Résidents, du Comité de soutien, du PCR (m-l), s'est rendue à l'office des H.L.M. en vue d'obtenir la nomination d'un nouveau gérant, les nombreuses lettres qui en faisaient la demande étant restées sans réponse. Au bout d'une heure, et malgré l'intervention de 5 voitures de flics des R.G., la délégation a imposé une entrevue avec un responsable des H.L.M. Celui-ci, au nom des H.L.M. déclarait : «Le Comité de Défense n'est pas un interlocuteur pour nous. Partez. Après on trouvera un nouveau gérant». Mais, ni les menaces, ni la police, n'abattrent la détermination des jeunes travailleurs qui luttent aujourd'hui pour que le foyer ne reste pas presque vide alors que de nombreux jeunes travailleurs cherchent un logement !

Corr. Foyer Be

OCTOBRE n° 5 documents du congrès constitutif du P.C.R.(ml) 10f.

COMMANDES A : OCTOBRE BP 34 Cedex 02 75061 PARIS

CCP La Source 33-999-29

guinée-bissau,mozambique CRUELLES DEFAITES POUR LES COLONIALISTES PORTUGAIS

A reculons, l'équipe Spínola a dû reconnaître l'indépendance de la République de Guinée-Bissau, des îles du Cap-Vert et du Mozambique par les accords d'Alger avec le P.A.I.G.C. (Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert) le 28 août 1974, et de Lusaka avec le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) le 6 septembre 1974. Ces accords, en ouvrant une brèche importante dans le système colonial portugais, sont la plus grave défaite des colonialistes depuis le coup d'Etat fasciste de Caetano.

Des les premiers contacts avec les mouvements de libération, le Portugal a tout fait pour imposer une solution néo-coloniale. Inlassablement, Spínola répétait qu'il fallait organiser des référendums pour que les peuples des colonies portugaises «s'auto-déterminent». En clair, cela signifiait le refus de reconnaître l'indépendance des colonies.

La fermeté du PAIGC et du FRELIMO au cours des négociations ont rendu impossible la solution néo-coloniale. Tandis que les masses portugaises exigeaient la fin de la guerre coloniale et le retour des troupes, le 27 juillet Spínola fut contraint, à l'issue d'une grave crise gouvernementale, de faire une déclaration de principe : «le moment est arrivé d'affirmer le droit des peuples des territoires d'outre-mer à l'auto-détermination, y compris la reconnaissance immédiate de leur droit à l'indépendance... pour qu'aucun doute ne subsiste cette déclaration signifie que nous sommes prêts des maintenant, à commencer le transfert du pouvoir aux populations que nous savons aptes, notamment la Guinée, l'Angola et le Mozambique».

LE PORTUGAL VAINCU

Par les accords d'Alger, le gouvernement portugais reconnaît de jure la République de Guinée-Bissau en tant qu'état souverain, il va même jusqu'à reconnaître le droit du peuple du Cap-Vert à l'auto-détermination et à garantir la réalisation de ce droit conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies... (c'est à dire, reconnaître le PAIGC comme seul et authentique représentant de la population du Cap-Vert). C'est l'échec de la guerre coloniale et de toutes les manœuvres au cours des négociations. Il en est de même pour l'accord de Lusaka qui prévoit le transfert progressif des pouvoirs au FRELIMO, jusqu'à l'indépendance, le 25 juin 1975. D'ici là, le gouvernement de transition comprendra 2/3 de membres nommés par le FRELIMO, dont le Premier Ministre, et la Commission militaire mixte, moitié de combattants du FRELIMO.

Bien qu'il laisse du temps, un poids politique, et des forces militaires aux colonialistes portugais, ce compromis sanctionne un rapport de forces en faveur du FRELIMO au Mozambique. Si, au Mozambique, la lutte n'avait pas encore abouti à la création d'un état indépendant comme en Guinée, les victoires du FRELIMO étaient chaque jour plus importantes. Depuis début 74, la lutte armée avait franchi une étape importante d'une part, en s'enfonçant profondément dans le sud du pays, coupant notamment presque en permanence la voie ferrée

Beira-Umtali (alors que jusqu'à cette date elle avait essentiellement contrôlé le nord du pays), d'autre part, en attaquant et en détruisant d'importantes bases portugaises. Enfin, depuis le 25 avril, le FRELIMO, tout en poursuivant la lutte armée a gagné les masses africaines, y compris hors

des régions de combat. Ainsi, dès le début du mois de mai, on avait vu à Lourenço-Marques, la capitale, un meeting de 10.000 personnes, qui prétendait organiser le GUMO, groupe fantôme, se transformer en un meeting du FRELIMO à la barbe des colonialistes. Cette lutte a obligé le Portugal à renoncer à son projet de «référendum d'auto-détermination» et à négocier avec le seul FRELIMO, les modalités de l'accession à l'indépendance. Chaque point de l'accord sera de la part du peuple du Mozambique dirigé par le FRELIMO, l'objet d'une lutte pour déjouer les manœuvres du Portugal. Bien que vaincu en Guinée et au Cap-Vert, contrairement à ce qu'on enregistre au Mozambique, le Portugal n'a pas renoncé complètement à son empire colonial.

COLONIES PORTUGAISES : UN ENORME ENJEU

Le Portugal depuis le 25 avril était resté une puissance coloniale,

poursuivant la guerre en Angola et au Mozambique. L'enjeu des colonies est énorme pour les trusts Portugais : Champalimaud, CUF, Espírito Santo, qui possèdent les plantations d'arachide, de café dans les différentes colonies, ou tout au moins qui contrôlent leur commerce. Il est énorme également en matières premières : diamant, manganèse, ce dont l'Angola et le Mozambique sont riches. Ainsi le Cabinda (Angola), intéressé également les trusts français, anglais, américains, allemands, sud-africains qui participent à leur exploitation.

L'intérêt stratégique des colonies portugaises est très grand. Le contrôle par le Portugal de l'Angola et du Mozambique et des îles du Cap-Vert permet à l'OTAN d'avoir une série de bases de ports de mouillage très importants sur la «route du Cap», empruntée en particulier par les gros pétroliers. La perte par le Portugal de ses colonies, signifie en outre, un profond bouleversement en Afrique Australe. Les régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud seraient

directement menacés par l'indépendance de l'Angola et du Mozambique. D'abord en perdant une de leurs principales routes commerciales : le commerce de la Rhodésie transite pour une bonne part à Beira, port du Mozambique, et emprunte la voie ferrée Beira-Umtali constamment sabotée depuis le début de l'année par le FRELIMO. Le barrage de Cabora Bassa, dont la construction est stoppée, devait à l'origine fournir de l'électricité à l'Afrique du Sud. Surtout, l'indépendance de l'Angola et du Mozambique signifierait, pour les combattants du Zimbabwe en Rhodésie, d'Azanie et de Namibie en Afrique du Sud, un encouragement et une base arrière importante pour la destruction des régimes racistes.

UNE FAIBLE MARGE DE MANOEUVRE POUR LE PORTUGAL

Pour les dirigeants portugais, cela se traduit par une politique à double



manifestation de soutien au PAIGC dans les îles du Cap Vert

face. D'une part, ils ne veulent pas compromettre l'avenir en envenimant leurs rapports avec le PAIGC et le FRELIMO, ils ne veulent pas ternir l'image de marque libérale du nouveau régime, et de toute façon, les masses et les soldats portugais n'admettraient pas une reprise des guerres coloniales. Mais en même temps, ils tentent de se maintenir dans les colonies : l'armée coloniale s'est montrée complaisante avec les putschistes réactionnaires de Lourenço Marques, la guerre continue en Angola, les racistes massacrent dans les quartiers africains de Luanda, et la police réprime dans le sang les manifestants soutenant le MPLA à Lisbonne.

LA MENACE DES REGIMES RACISTES

Les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie n'ont pas d'image de marque à défendre, et leur intervention directe en Angola et au Mozambique, compte tenu de leurs intérêts de tous ordres n'est pas à exclure. Cependant, cela constituerait pour eux une aventure très grave dans la mesure où, pour intervenir dans l'un ou l'autre pays, ils seraient contraints

d'alléger leur oppression militaire sur les Africains à l'intérieur de leurs frontières et le risque serait grand de voir l'ensemble des mouvements de libération nationale de tous les pays d'Afrique Australe constituer un front commun pour les combattre.

A l'heure actuelle, les régimes racistes constituent les bases arrière pour la subversion dans les colonies portugaises en particulier, au Mozambique. Les agents de la PIDE qui ont échappé à la prison, en Angola comme au Mozambique, les 200 tortionnaires que les réactionnaires blancs ont libéré au cours de leur putsch à Lourenço Marques se sont réfugiés en Afrique du Sud d'où ils peuvent préparer leurs sales coups. Il est également confirmé que les anciens mercenaires du Katanga se regroupent en Afrique du Sud et s'entraînent en vue d'une intervention au Mozambique, en attendant que la situation soit «mûre pour eux» selon le mot d'un de leurs chefs. La Rhodésie de son côté accueille les mercenaires recrutés par l'aventurier milliardaire Jorge Jardim, l'un des chefs de la réaction colonialiste, ancien mercenaire au Katanga. Bien sûr, l'Afrique du Sud pourvoiera largement, à l'entretien de ces

mercenaires et à leur armement. Ces préparatifs s'accompagnent de débuts d'actions, moins directement militaires que destinées à créer la confusion. Au cours du mois d'août des groupes extérieurs au FRELIMO ont développé des actions de pillage dans la région Nord. Les mercenaires de Jorge Jardim n'étaient pas étrangers à ces actions. De son côté l'Afrique du Sud a soutenu fortement la piteuse démonstration réactionnaire de Lourenço Marques. Son échec ne signifie pas que plus tard, avec l'appui des régimes racistes, d'autres mouvements semblables mais plus sérieux se développent pas, à l'instar par exemple de l'OAS.

Les accords de Lusaka et d'Alger sont une grande victoire pour l'ensemble des peuples des colonies portugaises. Pour autant la lutte de libération nationale n'est pas terminée. D'abord parce que l'application même des accords sera l'objet d'une lutte incessante tant au Cap Vert qu'au Mozambique, ensuite parce que l'indépendance de l'Angola n'est toujours pas formellement reconnue, enfin, parce que des menaces sérieuses pèsent en Afrique Australe.

Grégoire CARRAT

hors de méditerranée les flottes U.S. et soviétique !

Il y a quelques jours, la clique révisionniste au pouvoir en URSS proposait aux Américains de «dénucéariser» la Méditerranée. Cette proposition a au moins le mérite d'avouer la présence nucléaire du social-impérialisme en Méditerranée. Nous demandons de quel droit la flotte soviétique y maintient des bâtiments de guerre en permanence? La Méditerranée, c'est le carrefour du trafic maritime entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique; elle revêt donc une grande importance stratégique. Pour cette raison, elle a toujours été l'objet d'une lutte intense entre impérialistes. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'impérialisme US y régnait en maître. Mais à partir de 1964, l'URSS, dégénérée en un état social-impérialiste, y fit pénétrer de nombreux navires de guerre venant de la Mer Noire, pour tenter de disputer aux Américains leur suprématie pour contrôler au maximum les pays riverains. Pendant la guerre d'agression déclenchée par Israël contre les pays arabes en 1967, des bâtiments de guerre soviétiques, profitant de l'occasion, sont entrés en masse en Méditerranée. Cette flotte s'y est établie en «mission spéciale», de façon permanente. Dans les pays méditerranéens de l'Est, les soviétiques ont acquis des bases navales et de nombreux points de mouillage. Ils ont tout fait pour obtenir des privilèges politiques des pays méditerranéens. Tout en maintenant une flotte permanente en Méditerranée, ils ont envoyé des dizaines de bateaux marchands, de pêche et de «recherche océanographique», dont une des activités n'est autre que l'espionnage. Pour essayer de trouver un appui en Méditerranée Occidentale, ils ont utilisé tous les moyens : «aide» pour l'élargissement de ports, construction de bassins pour la réparation des navires, formation du personnel technique, création de stations conjointes d'études océanographiques... Sous le couvert de «soutien à la lutte des peuples arabes», ils ont fait passer leur flotte de guerre d'une cinquantaine de bâtiments à 95 vaisseaux pendant la guerre d'Octobre 73.

Devant cette expansion des soviétiques, les Américains ne sont pas restés inactifs. L'impérialisme US a essayé, d'une part de consolider ses bases dans la Méditerranée occidentale, d'autre part, il a mené une offensive pour renforcer ses positions vers l'Est, en y installant une base supplémentaire.

Les deux super-grands se livrent donc un combat d'importance en Méditerranée pour l'hégémonie maritime et le contrôle de la région. En 1967, Brejnev accusait les Etats-Unis en ces termes : «Pour quelle raison la sixième flotte américaine croise-t-elle dans la Méditerranée et se sert-elle des bases militaires, des ports et postes de ravitaillement de beaucoup de pays méditerranéens 20 ans après la seconde guerre mondiale?» Aujourd'hui on peut demander au même Brejnev pourquoi l'URSS se considère de plein droit comme «une puissance de la Méditerranée» et affirme : «ce dont nous rêvions depuis un siècle est enfin devenu réalité»!

La où il y a dispute entre les deux super-grands, il y a insécurité. La situation actuelle à Chypre en est une nouvelle preuve (voir FR n° 123). Il est bien clair que les révisionnistes

soviétiques n'ont qu'un but, se substituer à l'impérialisme US et devenir les maîtres du monde. La récente proposition de «dénucéariser» la Méditerranée n'est que de la poudre aux yeux, une nouvelle tentative pour cacher leurs ambitions et nier la rivalité des deux super-puissances. Ils veulent faire croire que ce qui caractérise la période actuelle, c'est la «détente», la «coexistence pacifique». Podgorny vient même de pousser l'insolence jusqu'à prétendre que la chute du fascisme au Portugal et en Grèce était le fruit de l'«assainissement du climat international», de la «détente et de la normalisation du climat en Europe».

En réalité, c'est la lutte armée exemplaire des peuples d'Afrique conjuguée au mouvement des masses portugaises qui a fait tomber le régime fasciste au Portugal! Ce qu'ils veulent faire croire, c'est que la lutte ne sert à rien, et que les peuples du monde n'ont qu'à s'en remettre aux bonnes intentions des deux super-grands, qui sont en réalité la principale source de tension dans le monde!

Telle est la nature de la coexistence pacifique vue par les révisionnistes; on peut en effet poser la question : «pourquoi tous ces tanks en période de détente?». Pourquoi les troupes soviétiques augmentent-elles au lieu de diminuer? 3.600.000 hommes, plus des forces de réserves augmentées par une nouvelle loi? Pourquoi 60% des entreprises industrielles de l'URSS travaillent-elles pour des objectifs militaires, alors que les masses soviétiques connaissent des conditions de vie de plus en plus difficiles? Pourquoi l'URSS est-elle devenue le plus gros marchand de canons du monde? Pourquoi des navires soviétiques sur tous les océans?

En fait, plus la liste des traités entre l'URSS et les Etats-Unis s'allonge, plus la panoplie nucléaire des deux super-puissances s'agrandit! Le jour même des accords sur les missiles MIRV, en 1972, l'Union Soviétique a procédé à des essais de cette sorte de missiles. Depuis mai 72, 30 essais nucléaires souterrains en vue de miniaturiser les ogives nucléaires et d'augmenter la puissance d'explosion par poids unitaire! Les soviétiques ont accéléré la construction de sous-marins nucléaires porteurs de missiles, et de bombardiers stratégiques de long rayon d'action «Backfires».

Les Américains ne sont pas en reste: ils ont transformé leurs missiles stratégiques en MIRV, doté leurs sous-marins de missiles «Tridents» et construit les bombardiers stratégiques B1.

Tous leurs accords ne sont que du papier; l'accord sur la prévention de la guerre nucléaire n'interdit pas d'utiliser les armes nucléaires, ne parle ni de leur interdiction ni de leur destruction totale! Il leur donne même le droit d'intervenir dans les affaires des pays tiers, et même de déclencher une guerre au nom du «maintien de la paix» et de la sécurité internationale. Même au moment où ils semblent s'entendre, leur collaboration n'est qu'un tremplin pour une rivalité plus acharnée encore. Ce que demandent les peuples des pays méditerranéens, ce n'est pas des armagèmens fictifs. Ils déclarent que : «la Méditerranée est la Méditerranée des peuples riverains».

DEHORS LES FLOTTES US ET SOVIETIQUES!

Monique CHERAN

Les CIP ont été invités à assister au 2^e Congrès de l'Union Nationale des Femmes Palestiniennes qui s'est tenu début Août à BEYROUTH. Les deux camarades délégués au Congrès, relatent ici leurs contacts avec la Révolution Palestinienne et leur visite à KUNEITRA sur le Golan.

deuxième congrès de l'union nationale des femmes palestiniennes

de beyrouth à kuneitra,

reportage au moyen-orient

DE KUNEITRA A NABATIEH : LA BARBARIE SIONISTE...

La visite que nous avons faite à Kuneitra sur le plateau du Golan, avec une militante de Palestine-Information et une journaliste de l'ASFA (Association de solidarité franco-arabe), donne une juste idée de la politique barbare de l'état sioniste à l'égard des peuples arabes. Ce qui était une ville Syrienne de 53.000 habitants a été transformé en un immense champs de ruines par les bulldozers et les charges de dynamite utilisés fin juin par l'armée «israélienne», pendant trois jours sans interruption. Durant trois jours, l'armée «israélienne» pareille aux nazis, s'est livrée au pillage, volant des objets personnels, profanant les cimetières. C'est après la signature de l'accord avec la Syrie, avant d'évacuer, que les sionistes ont détruit la ville dont 70% était resté intact.

L'hôpital de 400 lits, bien équipé, avec salles d'opération, qui ne fonctionnait plus depuis 67, étant utilisé comme cible pour les tirs d'exercice de l'armée «israélienne», a été cette fois complètement détruit.

Comme le peuple Palestinien, la population syrienne de Kuneitra a été chassée de ses maisons et de sa terre. Actuellement, de nombreux habitants de Kuneitra ont dû se replier, comme les Palestiniens, dans des camps de réfugiés. Sur les ruines une banderole porte cette inscription : «je voudrais bien retourner à ma maison mais j'ai trouvé ma ville complètement détruite et ma maison rasée, et je reste toujours vagabond sous les tentes». signée «un fils de Kuneitra».

Contrairement aux mensonges de la propagande sioniste, c'est une terre très fertile que la population syrienne a dû abandonner dans cette région, beaucoup étaient des paysans produisant du blé, des fruits, des légumes. Le plateau est irrigué par de nombreuses sources d'eau que l'Etat sioniste convoitait, cet intérêt économique a été un des motifs de l'occupation; on peut voir à quelques kilomètres de Kuneitra les champs des kiboutz installés par les sionistes.

Juste en face de Kuneitra, sur les collines, l'armée sioniste est toujours là. «Le rêve sioniste d'occupation ne se réalisera jamais. Nous sommes prêts à combattre jusqu'au bout», nous a déclaré le gouverneur syrien de Kuneitra. Malgré l'impérialisme, malgré les forces de capitulation existant en Syrie même, la guerre de libération n'est pas terminée.

La destruction de Kuneitra, c'était en juin. Au sud Liban, les bombardements sionistes se poursuivent sans interruption, à la fois contre les camps de réfugiés Palestiniens (les sionistes tentent aussi de faire pénétrer des commandos pour attaquer les camps de l'intérieur mais la Résistance des camps avec la milice populaire les liquide) et contre les villages de paysans libanais qui soutiennent la résistance. Celle-ci les aide à organiser l'auto-défense. Le gouvernement du Liban, lui, ne lève toujours pas le petit doigt contre les attaques sionistes. Avec les bombardements, c'est par milliers que les Libanais ont dû quitter le sud et se réfugier plus au nord, certains vont s'installer dans les camps de réfugiés palestiniens et rejoignent souvent les rangs de l'OLP. Nous en avons

rencontré dans la banlieue de Beyrouth à Bourjel Bragne.

Parmi les camps bombardés, celui de Nabatieh : dans ce camp de 3000 personnes, le quart des maisons est totalement détruit, le reste, gravement endommagé, est rendu inhabitable. Le terrain du camp est parsemé d'énormes cratères, faits par des bombes de 500 kilos larguées par 24 Phantoms début juin. On voit encore les traces de napalm sur les murs, ce napalm qui a déjà atrocement brûlé de nombreux enfants palestiniens. Des jouets piégés ont été également largués. Des cahiers, des livres d'école calcinés, des crayons jonchent encore le sol. A plusieurs reprises depuis 67, le camp avait été partiellement détruit, et chaque fois reconstruit. C'est la première fois qu'il est totalement détruit. Mais, cette fois encore, le camp sera reconstruit la volonté du peuple ne peut être anéantie. Déjà, des plans de reconstruction ont été mis au point par la Résistance avec des maisons et surtout des abris plus solides. Des abris souterrains existaient déjà, beaucoup sont encore intacts, conçus pour abriter la totalité de la population du camp, ils expliquent le nombre limité de victimes : 24 morts sur 3000 habitants. Mais certains abris n'ont pu résister à la force des bombes ceux qu'on prévoit de construire, devront résister aux plus grosses bombes américaines ou sionistes.

AU LIBAN, L'ORGANISATION DE LA RESISTANCE POUR UN COMBAT DE LONGUE DUREE :

Tout ce que nous avons vu et entendu montre que malgré la barbarie impérialiste et diverses pressions internationales sur la Résistance, il n'est question ni de capitulation ni de découragement, au contraire. La visite des camps de réfugiés permet de voir les mesures prises actuellement par l'OLP pour tenir dans un combat de longue durée; amélioration de la vie quotidienne des masses, organisation de l'auto-défense, et pour intensifier la guerre populaire en Palestine occupée. Un exemple Bourjel Bragne : camp de réfugiés à 10 km de Beyrouth, près de l'aéroport. A l'entrée où se dresse une statue représentant un feday au combat, une mitrailleuse est en position, des hauts parleurs sont installés pour la diffusion des informations de la Résistance. Plus loin, on remarque d'importants travaux : de nouveaux abris souterrains sont actuellement creusés. Et partout, des canalisations : depuis juillet, l'eau courante est installée dans tout le camp, les femmes n'ont plus besoin d'aller chercher l'eau hors du camp. Dans le camp, l'OLP lutte contre le chômage. Les magasins du camp, les travaux de construction occupent une partie de la main d'œuvre; des ateliers de couture, de confection sont mis sur pied par la Résistance.

A l'angle d'une ruelle, un bombage en gros caractères rouges : «la Révolution Palestinienne refuse la conférence de Genève», des mots d'ordre semblables sont en bonne place à plusieurs carrefours du camp. Sur une colline de sable, des garçons et des filles de 7 à 10 ans sont entraînés au combat à l'arme blanche, c'est un entraînement qui existe dans chaque camp. Au cœur du camp, dans les locaux de la Résistance, devant les délégations étrangères et une foule de

Ce Congrès de l'Union des Femmes Palestiniennes était le Congrès de la relance comme l'ont indiqué les militantes Palestiniennes. C'est en Jordanie que l'organisation des Femmes Palestiniennes était la plus avancée jusqu'en 1970-71 où les massacres ont entraîné un repli provisoire de l'Union; alors que la Résistance dans son ensemble devait surmonter de graves difficultés. L'an dernier, au Liban, se sont manifestées les grandes capacités des Femmes dans la défense des camps contre les attaques de la réaction libanaise. Mais il manque encore, disent les militantes, un travail de mobilisation quotidien de la masse des

femmes et leur participation dans toutes les tâches, sans exception, de la Résistance.

Le Congrès s'est attaché à étudier les mesures pour réaliser ce but. Etaient réunies des déléguées de tous les points du Moyen-Orient où vivent des réfugiés Palestiniens aussi bien que des déléguées des territoires occupés où de nombreuses femmes Palestiniennes sont emprisonnées à la suite de manifestations qu'elles ont animées contre l'occupant sioniste. Le Congrès était aussi un rassemblement internationaliste avec la présence des représentantes de nombreux mouvements de libération nationale indépendants, citons le Dothar, la Guinée Bissau avec Mme Cabral, l'Afrique du Sud, le GRP du Sud Vietnam, l'Algérie, etc... Dans une ambiance très fraternelle, de fructueux échanges d'expérience ont eu lieu entre les déléguées sur la guerre Populaire, l'action des femmes, dans leurs pays respectifs.

Ce qui ressort de ce Congrès, c'est une grande fermeté dans les positions de la Résistance Palestinienne. Alors que les déléguées de l'URSS et d'autres pays

est-européens ont défendu à la tribune la résolution 242 de l'ONU (pour faire reconnaître l'Etat sioniste par les peuples Arabes et liquider le mouvement de libération nationale Palestinien et Arabe), cette résolution a été catégoriquement condamnée par le Congrès et la reconnaissance de l'état d'Israël rejetée sans appel.

Fermeté dans la condamnation du communiqué égypto-jordanien d'Alexandrie d'après lequel le président Sodate admet que le roi Hussein puisse représenter une partie du peuple palestinien; le régime égyptien a été sévèrement condamné pour sa collaboration ouverte avec l'Impérialisme US.

Fermeté dans la résolution finale de l'Union des Femmes (où toutes les organisations de la Résistance sont représentées) qui souligne que l'établissement du pouvoir national palestinien sur une partie de la Palestine, comme première étape vers la libération totale, suppose un changement du rapport actuel des forces au Moyen Orient, changement qui, est-il précisé, ne peut être obtenu que par le développement de la guerre populaire.



L'entraînement des «lionceaux», jeunes palestiniens qui se préparent pour la guerre populaire

jeunes souriants et enthousiastes, des Fedayin fusil en main, interprètent la «danse du klachinkov».

A 100 km de là et à quelques km de la frontière Liban-Palestine, un entraînement intensif est mené dans les bases de Fedayin. «Nous ne déposerons jamais les armes» scandaient les combattants à l'entraînement, tous âgés de 16 à 18 ans, dans la base du Fath que nous avons visitée. Comme l'expliquent les responsables des bases, les commandos de Fedayin continuent de traverser la frontière libanaise, ils reçoivent des ordres de l'intérieur de la Palestine occupée où ils viennent appuyer l'action des unités de la Résistance qui y stationnent aujourd'hui en permanence.

Cette volonté du peuple Palestinien de continuer le combat jusqu'à la libération de la Palestine s'exprime dans les déclarations de plusieurs responsables de la Résistance. «Le Fath est contre la résolution 242 de l'ONU», nous déclare au cours d'un entretien à Beyrouth Abou Hatem, le porte-parole du Fath, le Fath refuse la conférence de Genève basée sur la résolution 242, la seule solution est un état démocratique et laïc en Palestine, pour y arriver l'arme principale est la lutte populaire armée. Sur toute partie du territoire libérée par les armes, on doit établir un pouvoir Palestinien... La première partie libérée peut être n'importe quelle partie de la Palestine et pas forcément la Cisjordanie». Le porte-parole du FPLP Bassam Abou Sharif, nous a précisé : «le FPLP est pour l'établissement d'un pouvoir révolutionnaire sur toute partie libérée de la Palestine... mais cela voudra dire que le rapport de force a changé en faveur de la Révolution Palestinienne, et non seulement cela, cela signifiera aussi que la Révolution Palestinienne possède des forces pour mener la lutte plus loin et libérer une partie de plus en plus grande de la Palestine, jusqu'à la libération totale».

Jean-Paul GAY

madame allende :

«le bulletin de vote ne suffit pas pour parvenir au socialisme. Il faut aussi une armée au service du peuple»

Il y a un an, l'armée chilienne renversait le gouvernement d'Unité Populaire d'Allende et instaurait une dictature fasciste sur le peuple. Dans un bain de sang, elle mettait fin à l'expérience d'une voie constitutionnelle pour parvenir au socialisme. Le putsch de Pinochet répondait brutalement à cette question fondamentale : «Est-il possible d'arriver au socialisme par le bulletin de vote?». Tout de suite après le coup d'Etat, la veuve du président Allende, tirant la leçon de la tragédie chilienne, proclamait que c'était impossible. Déjà à l'époque, les révisionnistes du P.C.F. censuraient ses discours, car pour eux, le Chili, c'était toujours l'exemple vivant du passage au socialisme. La seule leçon qu'ils nous offraient, c'était qu'il fallait plus de sièges, plus de voix, qu'une majorité de 50% ne suffisait pas. Aujourd'hui, madame Allende répète : «Le bulletin de vote ne suffit pas pour parvenir au socialisme. Il faut aussi disposer d'une armée au service du peuple. Le coup d'Etat nous a montré qu'en Amérique Latine tout au moins, il est illusoire de miser sur la voie constitutionnelle et pluraliste». Elle explique que si le pouvoir d'Etat n'est pas renversé et détruit, la réaction le conserve de fait et garde tous les atouts pour repasser à l'offensive. «Arriver au pouvoir ne signifie pas nécessairement contrôler le pouvoir politique. Or nous n'avons jamais réussi à contrôler l'appareil d'Etat. Nous ne disposons ni de l'appareil législatif, car la majorité des parlementaires appartenait à l'opposition, ni de l'appareil judiciaire, qui était systématiquement favorable aux grands propriétaires et aux exploités, ni, hélas, de l'appareil militaire, comme on a pu le voir le 11 septembre».

Cette réflexion de certains dirigeants de l'Unité Populaire sur les erreurs qui ont été commises n'empêchent pas les révisionnistes français de garder le silence. Criminels, ceux qui veulent faire croire que le peuple chilien pourra châtier les fascistes sans recourir aux armes!

En France, la lutte du peuple chilien continue à rencontrer un large mouvement de soutien. A la manifestation du 14 septembre à Paris, une dizaine de milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes, criaient leur haine de l'impérialisme américain et de la junte fasciste. Les CIP et le PCR (ml) y participaient nombreux. Les manifestants scandaient avec force :

CHILE, CHILE, SOLIDARIDAD !
PAS UN SOU, PAS UNE ARME POUR LA JUNTE FASCISTE!
KISSINGER ASSASSIN !
GISCARD PINOCHET COMPLICES !
INDOCHINE, PALESTINE, CHILI, LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE !
LE PEUPLE ARME NE SERA JAMAIS VAINCU !